

bien résolu, de son plein gré, d'accélérer la chute de la monarchie mexicaine, en devançant l'époque fixée du rapatriement de nos troupes et en modifiant une retraite par échelons qui eût laissé le temps à Maximilien d'ouvrir les yeux et de se retirer honorablement, ce qu'il eût fait sans nul doute avec le dernier détachement de notre arrière-garde.

Le 11 novembre, les envoyés américains, montés sur la frégate de guerre *la Susquehanah*, sortirent de New-York et prirent le large, le cap sur les ports de Matamoros, et plus tard de Tampico, tombés déjà au pouvoir des dissidents. De ce dernier point ils comptaient pouvoir entrer en relations avec Juarez. Ils avaient pour but réel de réclamer un navire chargé d'armes pour les libéraux, capturé par les impérialistes. Mais le général Pavon, qui tenait la place, s'était récemment rallié, avec les siens, à la fortune d'Ortega. Ces libéraux, maîtres à leur tour du navire, déclarèrent à leur profit la capture de bonne prise. Cependant, la frégate resta plusieurs jours mouillée devant la barre de Tampico.

XVIII

Au moment où la mission américaine s'organisait dans le cabinet de M. Seward, les événements se pressaient à l'hacienda de la Jalapilla. S'inspirant de la lettre de M. Eloin, on se le rappelle, Maximilien avait arrêté dans sa pensée le projet de réunir un congrès national, projet qu'il caressait depuis longtemps déjà. Il se flattait que la convocation de ce congrès trancherait pacifiquement, aussitôt le départ des Français consommé, le duel engagé entre la monarchie et la république. Si alors le principe qu'il représentait venait à succomber devant un vote populaire, dénouement qu'il prévoyait d'ailleurs, il recouvrerait la liberté de rentrer la tête haute en Europe, comme un prince descendu noblement des marches du trône et digne encore de jouer un rôle dans sa patrie. Mais, pour se maintenir au pouvoir jusqu'au terme de l'occupation française, il fallut s'appuyer sur un parti qui contint l'insurrection en respect et lui permit de traiter au moins d'égal à égal avec les différents chefs libéraux, dans le but d'assurer l'exécution de son plan, c'est-à-dire la libre as-

semblée à Mexico de tous les notables du territoire appelés à se prononcer. Or, le père Fischer tenait dans sa main tous les fils de la trame cléricale, et ne cessait de faire miroiter sous les yeux de Maximilien, qui ne se prononçait pas encore, les prétendues ressources du parti dont il se disait la tête. A ce moment décisif, le confesseur de la cour reçut un puissant renfort. Les généraux Marquez et Miramon, que la couronne avait écartés en Europe depuis deux ans environ, venaient de débarquer à la Vera-Cruz; quelques heures après, leur passage mystérieux était signalé à la Soledad. Le lendemain du jour où ils avaient touché terre, oubliés de leur disgrâce et n'ayant pu rester sourds à l'appel de leur faction, ils entraient à la Jalapilla, tout prêts à jeter leurs épées dans la balance, et si Maximilien consentait à se donner aux cléricaux, à ouvrir une seconde fois la campagne sous la bannière impériale. Maximilien n'hésita plus; il donna parole au parti cléricale qu'il s'engageait à réintégrer dans ses biens et dans ses dignités. Miramon, fort de la promesse impériale qui devait encore être tenue secrète quelques jours, monta en toute hâte à Mexico pour porter cette grande nouvelle au ministère et au conseil d'État, réchauffer le zèle de tous les partisans de l'Église et arrêter toutes les mesures nécessaires à la mise d'une nouvelle armée sur pied et à la concentration de vingt millions de francs dans le trésor de la monarchie.

A partir de cet instant, Maximilien, ne se sentant plus isolé, engagea une partie serrée avec les autorités françaises. Le bruit des négociations ouvertes par notre diplomatie avec les chefs libéraux, et de la mission Campbell destinée à Juarez par le président Johnson, avait pénétré à la Jalapilla. Le souverain apprenait successivement, par ses créatures de

Washington, ce qui était fondé d'ailleurs, que plusieurs agents avaient été expédiés de Paris pour préparer sa chute. Un second secrétaire de légation avait été dépêché par le marquis de Moustier au marquis de Montholon, et à son retour d'Amérique obtenait un avancement de grade.

Certains envoyés secrets, tels que le colonel Estvan, reçu à cette époque par l'Empereur en audience à Saint-Cloud, et un Français du nom de Moreau, avaient été signalés à Washington. Enfin, M. Marcus Otterbourg, consul américain, précédant la frégate *la Susquehanah*, venait de débarquer à la Vera-Cruz et de remonter précipitamment à Mexico. Convaincu dès lors que le général Castelnau était l'âme de l'action, il résolut de démasquer d'un seul coup les intentions de la politique française pour la forcer à se prononcer ouvertement dans un sens ou dans un autre. Maximilien avait à ses côtés, dans la personne de son confesseur Fischer, un diplomate des plus exercés, rompu à toutes les finesses du métier, et qui dirigeait la pensée du souverain comme sa plume et sa conscience. Sous son empire, le jeune monarque se repentait déjà de ne pas avoir fait accueil au général Castelnau; car il eût été intéressant d'entendre par sa bouche les dernières volontés des Tuileries. Le président du conseil, M. Larès, fut chargé à Mexico d'inviter l'aide de camp de Napoléon à s'expliquer. Cette tentative échoua; le général Castelnau, fidèle à son rôle, répondit à M. Larès que la présence du maréchal qui avait qualité pour traiter les affaires était nécessaire. MM. Larès et Arroyo durent se rendre au quartier général où les attendaient les trois autorités françaises. A la suite de cette entrevue, les deux ministres mexicains rédigèrent une note qui était le résumé fidèle des expli-

cations échangées, et l'adressèrent au maréchal, en date du 4 novembre 1866.

Tout d'abord, ils entendaient bien constater que le général Castelnau avait déclaré n'avoir d'autre mission que celle de confirmer les lettres du 15 janvier et les suivantes, par lesquelles l'empereur Napoléon avait signifié à Maximilien qu'il ne pouvait continuer à aider l'empire ni avec les troupes françaises ni avec de l'argent. La question ainsi posée, restait à Maximilien toute liberté de prendre une décision. En même temps, les ministres réclamaient la remise entre les mains de la couronne de tous les arsenaux, de l'artillerie, des munitions de guerre et la pleine disposition des troupes mexicaines, pour entreprendre les opérations militaires que le gouvernement national jugerait opportunes. Ils demandaient que les places fortes leur fussent confiées en temps opportun. Les deux dernières phrases de ce document révélaient surtout la pensée qui l'avait dicté : elles s'exprimaient ainsi : « Nous désirerions faire savoir à notre souverain quelle est l'époque la plus reculée du départ de l'armée française, et quel secours elle entend prêter encore au gouvernement de Sa Majesté pour la pacification du pays.

« Enfin, dans le cas où la décision de l'empereur serait de ne pas gouverner, nous devons lui faire connaître ce que M. le maréchal et M. le général Castelnau auront arrêté de faire, d'après les instructions de l'empereur Napoléon, pour éviter l'anarchie et les désordres qui auraient lieu par suite du manque de gouvernement. »

Quatorze jours auparavant, MM. Larès et Arroyo se montraient moins soucieux de l'avenir de leur pays lorsqu'ils déclaraient, en apportant leur démission au palais de Cha-

pultepec, que si Maximilien quittait Mexico, *il n'y aurait plus de gouvernement!*

Les trois autorités françaises confirmèrent, le 7 novembre, les résolutions de l'empereur Napoléon. Toutes les forces et le matériel de guerre mexicains devaient être confiés aux généraux impérialistes, déjà maîtres de tous les établissements militaires. Comme par le passé, toutes les places de l'empire seraient remises aux autorités mexicaines, prévues en temps opportun de leur abandon par nos détachements. Les troupes françaises continueraient à protéger les fonctionnaires et les populations dans les zones occupées par nos soldats, mais sans entreprendre d'expéditions.

« Quant au dernier article, était-il répondu, il est pour ainsi dire impossible d'exposer les mesures qui seraient prises le cas échéant; mais nous pouvons assurer qu'elles auraient surtout pour but le maintien de l'ordre, le respect des vœux des populations, ainsi que la sauvegarde des intérêts français. »

Ce langage, qui n'était pas dépouillé d'artifice, fut loin de satisfaire le père Fischer. Maximilien rédigea aussitôt une lettre qui, tout en étant adressée au maréchal, réclamait une réponse collective des représentants de la France. Sous prétexte de régler certaines questions, et entre autres le rapatriement de la légion austro-belge, dont les intérêts avaient été déjà pleinement confiés par le trône à la sollicitude du colonel de Kodolich, il chercha à provoquer une déclaration plus explicite.

Orizaba, 12 novembre 1866.

Mon cher maréchal,
Avant de résoudre définitivement ce que je dois faire, et pour

le cas où ma résolution serait d'abandonner ce pays, je dois laisser assurés certains points, qui sont à la fois de stricte justice et qui méritent de ma part une attention particulière. A cet effet, je ne doute pas de votre bonté pour m'envoyer un acte signé collectivement par vous, par le ministre de France et par le général Castelnau, et dans lequel document se trouveraient stipulés les points suivants :

1^o Que le gouvernement français fera rentrer dans leurs pays respectifs les individus qui forment la légion austro-belge, en leur accordant le passage et les ressources nécessaires pour effectuer leur rapatriement. Les individus de la légion austro-belge devront être les premiers à évacuer le territoire mexicain.

2^o Les autorités françaises au Mexique prendront les dispositions nécessaires pour qu'aux frais du Mexique soit déterminée la somme indispensable à l'établissement d'une pension à vie, pour chacun des mutilés et des invalides du corps austro-belge, au cas où ne suffirait pas à cette opération le produit de la vente des canons de la légion autrichienne, qui sont ma propriété particulière.

Les pensions dont parle cet article devront être liquidées par une commission nommée par vous, et dont feront partie les colonels Kodolich et van der Smissen, qui, chacun pour leur part, se chargeront d'envoyer ces sommes à qui de droit parmi les intéressés.

3^o Les autorités françaises à Mexico prendront toutes dispositions pour que le trésor mexicain paie 10,000 piastres, que vous ferez remettre à la princesse Iturbide, à compte de sa pension.

En même temps, vous ordonnerez d'envoyer dans une ville de France 10,000 piastres au prince D. Salvador d'Iturbide, à compte de ce qui lui est dû, et on devra stipuler en même temps, sur les actes, que le jeune prince seul pourra disposer des intérêts du capital pendant sa minorité.

4^o Les mêmes autorités françaises prendront leurs dispositions pour qu'au compte du gouvernement mexicain il soit compté à Don Carlos Sanchez Navarro la somme de 45,000 piastres, destinée à payer les dettes de la liste civile.

En même temps, on fera remettre audit Sanchez Navarro les sommes nécessaires pour liquider les comptes de la grande chancellerie, en comprenant que ces comptes, ainsi que ceux de la liste civile, seront payés avec ce que l'État reste devoir à la liste civile.

5^o Les paiements compris aux articles 2, 3 et 4 devront être intégralement exécutés le jour où sortira de Mexico la dernière fraction des troupes du corps expéditionnaire.

Ma propriété particulière restera confiée à votre propre sauvegarde, mon cher maréchal, et, avec ses produits, je vous prierai, d'accord avec Sanchez Navarro, de vous conformer à la teneur de mes instructions.

Recevez les assurances des sentiments de ma sincère amitié, avec lesquels je suis votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Le souverain, en donnant une nouvelle preuve de confiance au maréchal, sous la sauvegarde de qui il plaçait sa propriété particulière, semblait annoncer nettement son abdication. Les représentants de la France accueillirent avec joie cette tardive manifestation qui devait mettre un prompt terme au désarroi toujours croissant du royaume, et à la panique de la capitale. Ils s'empressèrent de souscrire à tous les désirs de l'empereur dont il convenait de remplir au moins les engagements contractés par la couronne, et l'acte collectif, destiné à faire tomber les derniers scrupules de Maximilien, fut expédié à Orizaba.